

Pour une économie régénérative respectueuse des limites planétaires

Manifeste et Plaidoyer à destination des politiques rédigé par la coalition des entreprises de la transition écologique

Initiative apolitique

'Ne doutez jamais qu'un petit nombre de citoyens volontaires peut changer le monde ; en fait, cela se passe toujours ainsi. Tous les mouvements sociaux sont guidés et vus à travers la passion des individus.' Margaret Mead

Origine et Méthode

Issue du Groupe One – EcoRes, cette initiative spontanée portée par Marc Lemaire et Cordelia Orfinger, a été vite rejointe par Frédéric Chomé (Factor X, Usitoo, Tale Me) et Roland Moreau (ex DG Greenpeace, ex DG Environnement du SPF Santé). D'emblée, l'initiative s'est voulue ouverte, collective, bénévole, sans lien avec aucune structure. Elle ne porte encore aucun nom.

Dans un premier temps, les organisateurs ont travaillé sur un diagnostic et une vision à partir de divers documents produits par les susnommés, aidé en cela par Bernard De Caevel (RDC Environnement). Nous n'étions pas d'accord sur tout mais nous avons avancé accueillant ces différences.

Ensuite, partant d'une DB de plusieurs centaines d'entrepreneurs de la transition écologique, nous en avons ciblé et invité une 60aine (tous secteurs, Wallonie et Bruxelles) et bureaux d'études de la transition, à travailler ensemble sur ce diagnostic 'macro' (de la situation économique au regard du climat), une vision du futur (économique, sociétale) et sa mise en œuvre concrète.

Le mardi 7 mai 2019, 41 entreprises (21 bruxelloises, 13 wallonnes et 7 bureaux d'étude) et 3 observateurs ont répondu à l'appel et ont travaillé ensemble via un processus d'intelligence collective qui a permis, à partir d'avis parfois divergents, d'enrichir notre réflexion. Ce travail commun a abouti au document 'Une économie régénérative respectueuse des limites planétaires', Manifeste et Plaidoyer à destination des politiques et à la mise en place d'une coalition des entreprises de la transition écologique. Une quarantaine d'autres nous ont rejoint par la suite et soutiennent aussi le document. A ce jour, 130 entreprises soutiennent le Plaidoyer.

Les idées proposées émanent donc d'un travail collectif, par essence inachevé et en amélioration permanente. En cela, toutes les organisations signataires ne sont peut-être pas toutes d'accord avec l'entièreté du document ; mais plutôt que d'arriver à un 'consensus mou' et présenter un document édulcoré/moins riche, il nous a semblé plus utile pour les politiques de recevoir et d'examiner la grande majorité des propositions radicales et ambitieuses portées par les entreprises. Enfin, notre plaidoyer adresse à ce stade le défi climatique mais nous sommes conscients que la régénération de la biodiversité est au moins aussi importante que la question climatique.

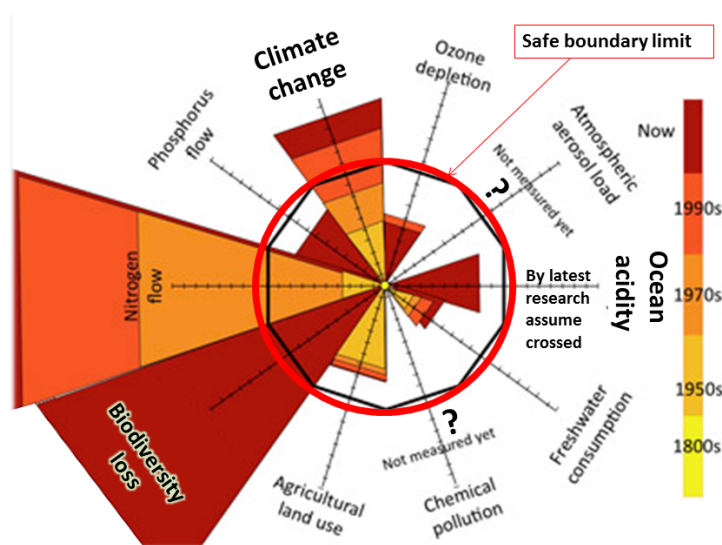
Ecoutez la voix des entrepreneurs de la transition écologique.

Manifeste

1. Contexte

1.1 Rappel de quelques constats des crises environnementales, sociales et financières

Avec neuf milliards de terriens en 2050, l'Homme devra concevoir une économie moins impactante pour la planète. Selon Tim Jackson dans son livre « Prospérité sans croissance », **nous devons, d'ici 2050, diminuer d'un facteur 21 l'intensité carbone de la production mondiale si l'on veut atteindre les objectifs du GIEC¹** ; ce qui est totalement irréaliste avec l'économie et l'augmentation de la population mondiale telles qu'on les connaît. Par ailleurs, quels sont les seuils d'impacts environnementaux que l'économie et les entreprises ne pourront pas dépasser ? Johan Rockström et ses collègues du Stockholm Resilience Centre (2009), ont tenté d'y répondre en quantifiant neuf « limites planétaires » visant à empêcher l'activité humaine de provoquer des changements environnementaux irréversibles². Ces limites décrivent le « terrain de jeu » dans lequel l'humanité reste en sécurité par rapport à l'équilibre du système Terre. Malheureusement pour nous, ils devaient constater que **l'humanité avait déjà transgressé trois limites planétaires : le changement climatique, la perte de biodiversité et le cycle mondial de l'azote.**



Planetary Boundaries

Figure 1 : Représentation des neuf processus planétaires menacés par les activités humaines, de leur limite et de leur valeur actuelle (Rockström Johan et al., 2009)

¹ Tim Jackson, « Prospérité sans croissance : la transition vers une économie durable », De Boeck-Etopia, 2010, 247p.

² Rockström Johan et al., « Planetary boundaries: Exploring the safe operation space for humanity », *Ecology & society*, 2009, 14(2), p.33.

Quand nous croisons l'Indice de développement humain IDH des Nations Unies et l'empreinte écologique (cfr graphe ci-dessous), nous observons que :

- l'empreinte écologique est de plus en plus grande au fur et à mesure qu'une société se modernise et qu'avec elle son IDH augmente
- marginalement, une fois qu'on a atteint un niveau de vie confortable (Europe de l'Est, etc), l'empreinte écologique explose pour très peu de gain supplémentaire d'IDH
- il n'existe qu'un seul chemin de développement des sociétés (la ligne bleue)
- malheureusement, aucun pays n'arrive à combiner un bon indice de développement humain et le respect des limites écologiques. Il est par ailleurs possible (à vérifier) que **très peu d'entreprises se retrouvent dans le rectangle vert**, ce qui montre que **une tension entre ce que nous désirons et la réalité**.

Ce graphe soulève le **besoin d'évaluer (plus que de monitorer) les performances de chaque initiative économique** (autant celles de la transition écologique que celles des entreprises plus conventionnelles mais qui vont vers la durabilité) tant en termes **financiers que social et environnemental**.

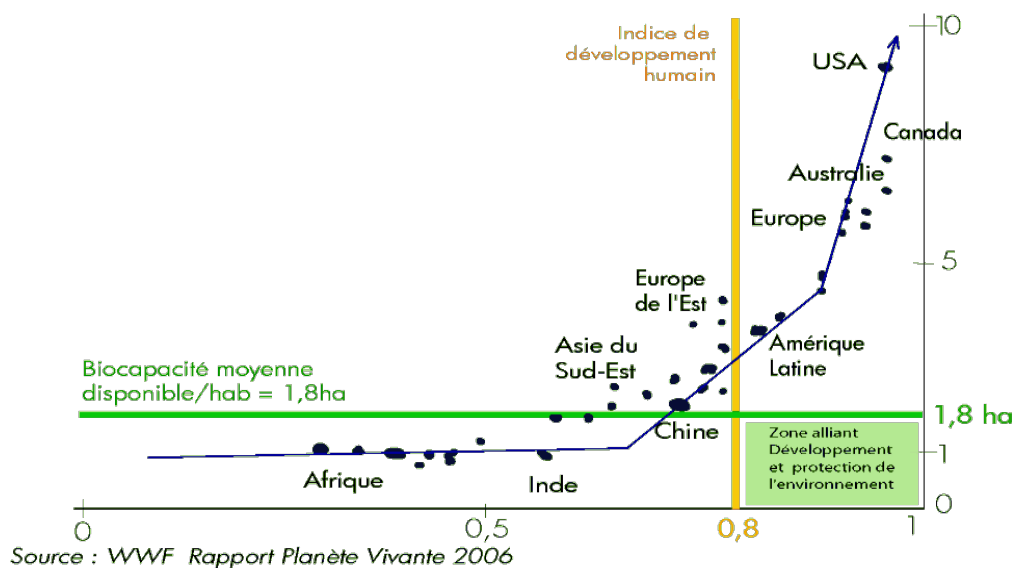


Figure 2 : Indice de développement humain et empreintes écologiques (WWF Rapport Planète Vivante, 2006)

On observe également une forte corrélation entre les indicateurs socio-économiques dont le PIB (malgré ses lacunes reste la référence la plus utilisée par les décideurs) et les externalités négatives sur l'environnement. Les hausses sont régulières depuis la révolution industrielle mais on assiste à des augmentations exponentielles depuis la 'grande accélération' des années 50.

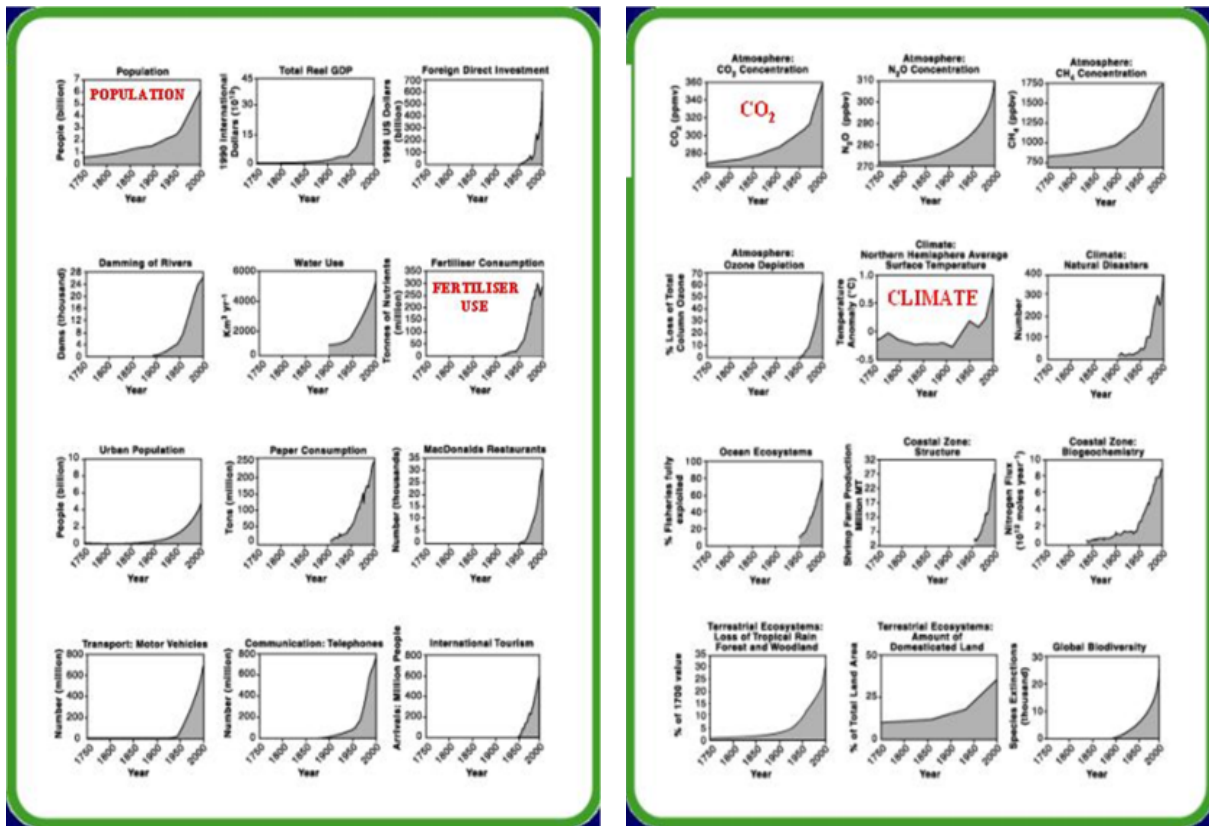


Figure 3 : La relation entre le PIB et les impacts sur le social et l'environnement

Concernant encore le PIB³, de nombreuses études ont montré :

- qu'à partir d'un certain niveau, le PIB ne crée plus que très marginalement du bonheur
- que le niveau de satisfaction de vie n'avait pas progressé depuis 30 ans dans les pays de l'OCDE alors que le PIB, lui, continuait d'augmenter
- que l'espérance de vie n'était pas corrélée au PIB
- un découplage⁴ relatif entre la création d'emploi et l'augmentation de PIB.

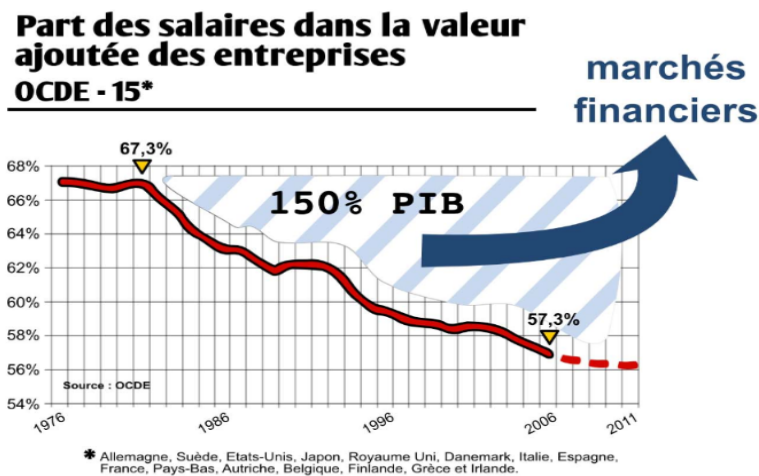
Au niveau financier et depuis 1950, la dette des USA était stable malgré la crise pétrolière, la guerre du Vietnam, etc. Mais avec l'arrivée des néo(ultra)libéraux au pouvoir en Angleterre et aux USA (82-83 avec Reagan et Thatcher), elle s'est furieusement accélérée pour dynamiser la croissance. Les politiques de ceux-ci ont endetté les états, dérégulé les marchés et détricoté les accords de stabilité sur l'emploi.

Avec un monde peuplé de neuf milliards de personnes ayant le même niveau de vie qu'en Europe d'ici 2100, la taille de l'économie mondialisée serait 200 fois celle de 1950. Avec cette augmentation fulgurante, la solution du découplage relatif entre PIB et utilisation des ressources (dont l'énergie), seule, n'est pas plausible.

3 dont on rappelle qu'il est contesté comme seul indicateur de référence puisque, par exemple, il considère positivement les catastrophes et leur réparations et ne tient pas compte des activités bénévoles,...

⁴ Le découplage est un terme d'économie et d'écologie qui désigne l'objectif de séparer la prospérité économique (génération de revenu, croissance économique) de la consommation de ressources et d'énergie.

Avec de telles politiques néolibérales (ou plutôt ultralibérales), chaque année dans la zone Euro, les entreprises prennent 1 % des salaires aux salariés pour les donner aux marchés financiers (dividendes aux actionnaires, etc.) et à l'économie virtuelle.



Ces constats montrent clairement que le système économique mondial d'aujourd'hui nous mène à notre perte. Les politiques actuelles et le marché misent quasi exclusivement sur les solutions technologiques dites vertes pour assurer le 'découplage' entre la croissance du PIB et les impacts environnementaux, mais c'est sans compter sur le fameux « effet rebond » qui nous incitera à encore plus consommer de ces biens « verts » et sur la croissance démographique. Bref, les technologies vertes à elles-seules ne seront pas suffisantes.

Donc, plus on attend, plus les risques de dépassement de seuils augmentent, de même que le coût pour rectifier ceux-ci sera élevé. En 2006, Nicholas Stern avait déjà sorti un rapport sur les coûts de l'action et de l'inaction face au réchauffement global et aux changements climatiques. Selon son rapport, le coût de l'action provoquerait, chaque année, une perte de 2 à 3% du PIB mondial⁵, alors que le coût de l'inaction élèverait cette perte jusqu'à 20% du PIB (selon le périmètre englobé)⁶. Il disait aussi que si on attendait 10 ans pour agir (c'est-à-dire entre 2009 et 2019), les coûts de l'action et de l'inaction seraient multipliés par 5 ; **le coût de l'action serait donc actuellement d'environ 15% du PIB⁷.**

Par exemple, **la Belgique devrait dépenser 67,5 milliards de son PIB (soit 15%, chiffres de 2018)** pour mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour aller vers la neutralité carbone en 2050. **Au niveau européen, l'économiste Pierre Larrouturou propose un investissement de 1.000 milliards d'euros chaque année** (confirmé par la Cour des comptes européenne), pendant vingt ans, sur l'ensemble des secteurs publics et privés pour

5 Pierre Larrouturou et la Caisse des Dépôts parlent de 2% pendant 30 ans

6 Nicholas Stern, «The Economics of Climate Change. The Stern Review », Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 692p.

7 En 2016, 17 et 2018, il a reconnu qu'il avait été trop optimiste et que ces coûts étaient largement sous-estimés. Par ailleurs, la New Climate Economy (dont Stern est membre) parle d'un effort de 8% du PIB mondial pendant 10 ans (Unlocking the Inclusive Growth Story of the 21st Century, 2018)

l'agriculture, le transport, les énergies renouvelables⁸. Il propose de transformer la Banque européenne d'investissement (BEI) en une banque du développement durable, qui pourrait mettre à disposition des États membres de l'Union européenne des prêts à taux zéro intégralement utilisés pour la transition énergétique.

1.2 Impasse climatique

Les émissions mondiales de CO₂ sont aujourd'hui de l'ordre de 53 gigatonnes/an, soit un niveau 5 fois plus élevé que la capacité d'absorption (11 Gt/an) des écosystèmes⁹.

Le protocole de Kyoto, qui demande aux États de comparer leur niveau respectif de production de GES, comporte encore des incohérences :

- L'impact carbone des transports est mesuré via les ventes de carburants sur le sol National
- La plupart des biens achetés par les consommateurs et entreprises n'entrent pas en ligne de compte ; seuls sont pris en compte l'activité de production sur le sol national, sans tenir compte des importations nécessaires pour réaliser cette production (l'extraction est comptabilisée dans le Pays d'origine et les transformations primaires dans les pays où elles ont lieu).

De plus, **le procédé comptable du Registre National des émissions de GES est incorrect**. En divisant par le nombre d'habitant, il ne s'approche en rien de l'impact carbone d'un ménage moyen. Pour être plus précis, la consommation (les achats réalisés sur une année), la fabrication des biens durables (voitures, logements, informatique, etc.), l'impact carbone des placements financiers détenus par les ménages (assurances, épargne, pension, investissements), les voyages à l'étranger, leur transport, ne sont pas pris en compte. En bref, le citoyen moyen est vu comme un consommateur d'énergie (logement, travail, véhicules) et un petit producteur de GES liés à l'élevage et l'agriculture.

En outre, en 2009, on espérait encore pouvoir limiter à 350 ppm la quantité de CO₂ dans l'atmosphère (pour limiter à 1,5°C de réchauffement global). Force est de constater que l'on

⁸ En 2016, avec le climatologue Jean Jouzel, Pierre Larrourou lance un appel pour un plan Marshall pour le climat intitulé « 1000 milliards pour le climat ». Fin 2017, à l'occasion du sommet climat, deux ans après l'accord de Paris, un rassemblement d'économistes, de responsables politiques, d'artistes, de philosophes, de syndicalistes signent l'appel pour un Pacte Finance Climat qui demande aux responsables européens de réorienter la création monétaire afin d'affecter 1 000 milliards d'euros au financement de la transition énergétique.

RTBF Tendance, « Le Pacte Finance Climat, un projet européen qui place la finance au service de l'environnement », https://www.rtb.be/tendance/green/detail_le-pacte-finance-climat-un-projet-europeen-qui-place-la-La-finance-au-service-de-l-environnement?id=10152738, consulté le 25 avril 2019.

⁹ ADEME. Selon l'IPCC (2018) : émissions de 42 GtCO₂ et 10 GtCO₂équivalentes (CH₄ et N₂O) et capacité d'absorption de 15GtCO₂/an (60% océans, 40% land) selon IPCC (2007).

n'y est pas arrivé (le plan, il est vrai, était ambitieux car il fallait arrêter de consommer du charbon dès 2012).

Va-t-on facilement pouvoir revenir vers 350 ppm ? Pas vraiment, car avec la concentration d'un gaz qui a une durée de vie de 100 ans¹⁰, celle-ci ne fait qu'augmenter. Autrement dit, à 400 ppm en CO₂ c'était les 2°C – on sait déjà que c'est irréaliste, car cette concentration va continuer d'augmenter tant qu'on n'équilibre pas les émissions mondiales avec les absorptions, pour vivre dans un monde à zéro émissions additionnelles nettes (nos émissions ne dépassent pas la capacité d'absorption de la biosphère, à tout moment).

Tant qu'on n'équilibre pas les émissions avec les absorptions, on court le risque d'un emballement de la machine climatique, avec pour conséquences :

- la fonte du pergélisol et la libération du CH₄ enfoui sous la glace éternelle, qui n'aurait jamais dû revenir dans l'atmosphère,
- la stratification des océans et la diminution des forêts, diminuant leur capacité d'absorption.
- les hydrates de méthane piégés dans les fonds des océans vont se libérer avec le réchauffement des océans

Globalement, on renforce le système, et parler de 2°C est illusoire (scénario +4°C voire +6°C devient vraisemblable).

Le 1^{er} objectif à atteindre est donc une division par 5 des émissions mondiales d'ici 2030.

1.3 Kaya pour nous aider dans le futur

Comment va-t-on réussir à réduire nos émissions de GES nécessaires à la production du PIB de 80% en 10 ans, là où nous sommes incapables de dépasser 20% de réduction en 25 ans sur un périmètre 3 à 5 fois plus réduit ?

En étant cohérente avec l'équation Ehrlich de Tim Jackson¹¹, l'équation de KAYA¹² présente une décomposition des émissions de gaz à effet de serre en plusieurs facteurs d'une multiplication

$$CO_2 = \frac{CO_2}{Energie} \times \frac{Energie}{PIB} \times \frac{PIB}{NB\ Habitants} \times NB\ Habitants$$

A B C D

¹⁰ Même si nous parvenons à cesser nos émissions de CO₂, 15 à 40% du CO₂ (selon les scénarios) émis restera dans l'atmosphère pendant plus de 1000 ans. Source : climat.be

¹¹ Tim Jackson, *op. cit.*, chapitre 5.

¹² L'équation de Kaya, développée par Yoichi Kaya, un économiste de l'énergie japonais, et utilisée par GIEC, relie les émissions anthropiques de dioxyde de carbone (CO₂) à des paramètres d'ordre démographique, économique et énergétique. Le niveau total d'émission peut s'exprimer comme le produit de quatre facteurs : la population, le PIB par habitant, l'intensité énergétique et le contenu en CO₂ de l'énergie consommée. Elle est utilisée pour analyser ou simuler l'évolution des émissions mondiales de CO₂ dans le cadre des politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

CO2 = émissions de GES

A = Intensité carbone de l'énergie (-12% depuis 1990)

B = Intensité énergétique d'une unité de richesse nationale (le PIB) (-25% depuis 1970)

C = Richesse par habitant

D = Taille de la population

CxD a été multiplié par 2 depuis 1990

On constate, dans cette équation, que pour que les émissions totales de CO2 à gauche baissent, il faut que le produit de tous les facteurs baisse. Or, certains de ces facteurs ont fortement augmenté depuis 25 ans, comme par exemple la richesse nationale (le PIB) par habitant x le Nombre d'habitants.

1.4 Scénarios pour se faire une idée

Donc revenons à notre équation globale, pour obtenir une division par 5 (-80%), il va falloir être beaucoup plus ambitieux que par le passé au niveau de nos politiques.

Dans les exemples qui suivent, nous ne parlons que de l'énergie (66% des émissions mondiales), mais des **plans similaires pour l'alimentation/agriculture, la mobilité, la santé, etc sont repris en bas de ce document et ont servi à notre travail collectif de plaidoyer**. Ces exemples visent à faire comprendre au plus grand nombre les mathématiques de base d'un plan de descente de nos émissions et leurs conséquences sur nos vies de tous les jours.

Exemple de scénarii qui fonctionnent pour atteindre -80% en 10 ans

$$CO2 = \frac{CO2}{Energie} \times \frac{Energie}{PIB} \times \frac{PIB}{NB\ Habitants} \times NB\ Habitants$$

Option 0

- Laisser le nombre d'habitants inchangé
- Intensité carbone de l'énergie divisée par 2
- Consommation d'énergie par habitant divisée par 3

Option 1

- Garder nos sources d'énergie telles qu'actuellement
- Diviser l'énergie/PIB disponible par 4
- Diviser la richesse par habitant par 2
- Réduire le nombre d'habitants de 20%

Option 2

- Diviser l'intensité carbone de l'énergie par 4 (ou 3)
 - Il faudra choisir là où on désire conserver de l'énergie fossile :
 - Pour chauffer et éclairer des maisons
 - OU pour se déplacer (bcp moins)
 - OU pour fabriquer et transporter des biens

- OU pour partir en vacances
- Diviser la consommation d'énergie par habitant par 2 (ou 2,5, si 3 ci-dessus)
 - Valable dans nos usages domestiques mais aussi professionnels, commerce et fabrication de biens que l'on achète
- Garder le Nombre d'habitants constant (pas d'augmentation prévue)
- Laisser le PIB croître s'il y parvient dans ce monde à énergie contrainte

Option 3

- Diviser l'intensité carbone de l'énergie par 2
- Diviser la consommation d'énergie par habitant par 2
- Réduire le nombre d'habitants de 20%

Option 4

- Travailler sur tous les paramètres, pour s'assurer que l'on y arrivera
- Intensité carbone de l'énergie divisée par 2
- Consommation d'énergie globale divisée par 2
- Richesse par habitant divisée par 2 (mais mieux répartie)
- NB d'habitants réduit de 20%

En effet, pour s'assurer que ces réductions soient faites, la consommation d'énergie n'étant qu'un aspect parmi de nombreux autres de notre consommation, il semble intéressant de travailler sur une 'dématérialisation' maximale de l'économie et sur la maîtrise du PIB, qui garantira que cette réduction de consommation énergétique directe (maison, voiture, loisirs, vacances) et indirectes (produits consommés) sera effective. C'est de s'offrir « une chance de plus » de respecter les objectifs !

La coalition des entreprises de la transition écologique comprend le danger et la difficulté de traiter de la démographie. Elle se sent par ailleurs très peu outillée et peu légitime pour aborder ce sujet. Néanmoins, afin de respecter la logique mathématique et ouvrir le débat, elle n'a pas souhaité esquiver la question.

1.5 Les éthiques environnementales

Prenons un peu de hauteur face à l'enjeu le plus important pour l'Humanité. Notre postulat est le suivant : **nous avons besoin d'un changement de modes d'existence, porté par un changement de mentalité. En somme, changer le système en profondeur et pas seulement certains éléments du système.**

Descartes a malheureusement placé l'Homme en dehors et au-dessus de son environnement. Positionné « comme maître et possesseur de la Nature » et donc de sa Planète, il en devient *de facto* responsable. Pourtant, il semble oublier qu'il l'emprunte aux espèces qui viendront

après lui, mais aussi à toutes celles avec lesquelles il est censé la partager aujourd'hui (ce qu'il admet d'autant plus difficilement qu'il se prétend différent et supérieur)¹³.

D'ailleurs, notre rapport à la conscience a forgé depuis des dizaines de milliers d'années de nombreux enseignements philosophiques. Des auteurs comme John Baird Callicott¹⁴ ont bien montré que **nos sociétés occidentales sont anthropocentrées et essentiellement issues de la spiritualité judéo-chrétienne** et des philosophes grecs. La première prône la théorie de l'intendance, c'est-à-dire le rôle de gestionnaire de la Terre que l'Homme a reçu de Dieu. Ce faisant, l'Homme domine et exploite le vivant pour subvenir à ses propres besoins. Quant à la philosophie grecque, elle prône aussi la domination de l'Homme sur la Nature. Notons pour chacune d'entre elle, la **séparation Homme - Nature**.

Alors que de notre point de vue, la nature produit la culture (la société des Hommes) et la culture a produit la nature. Il s'agit donc bien de relier plutôt que de séparer, de considérer le tout, que l'Homme fait partie de la nature et que l'holisme est notre prisme de lecture.

Au delà des émissions de gaz à effet de serre ou des concentrations de polluants, c'est le comportement même de l'espèce humaine qui est en cause. Nous devons modifier en profondeur notre culture, notre façon d'appréhender la vie, les autres et la nature¹⁵.

2. Vision

2.1 Un nouveau contrat social et environnemental¹⁶

Face à ces constats, les bases d'un **nouveau contrat social et environnemental** doivent être posées.

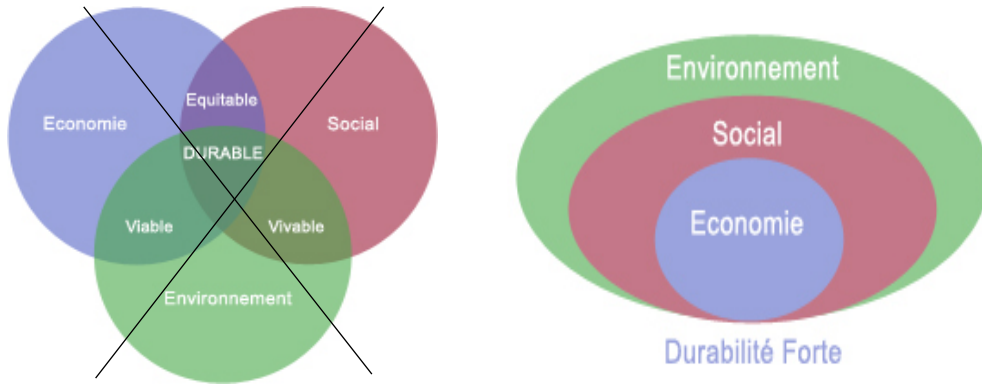
Pour commencer, il est nécessaire de passer d'une vision de la durabilité faible à une vision de la durabilité forte. Alors que la première considère les trois formes de capital (économique, humain et naturel) comme interchangeables ; la durabilité forte, soutenue par Herman Daly, considère l'environnement comme donnant les limites dans lesquelles une société peut être durable. L'économie n'est donc ici qu'un moyen pour rendre la société durable et n'est en aucun cas un but en soi.

¹³ Cité par Philippe Bourdeau, Roland Moreau et Edwin Zaccai, « Le développement non durable », Académie royale de Belgique, Collection L'Académie en poche, 2018, 128p.

¹⁴ Callicott, J. Baird, Éthique de la Terre, Éditions Wildproject, Collection Domaine Sauvage, Paris, 2010

¹⁵ Philippe Bourdeau, Roland Moreau et Edwin Zaccai, *op. cit.*, p.104

¹⁶ D'aucuns l'appelleront Buen Vivir



A partir de la « Théorie du Donut »¹⁷, nous voyons que l’homme a pendant des dizaines d’années tenté d’élargir les ressources que la terre nous fournissaient. Hélas, elles sont évidemment limitées et les nouvelles ‘réserves’ identifiées sont de plus en plus pauvres/diluées et requièrent des quantités de plus en plus grandes d’énergie pour les exploiter. Par ailleurs, la qualité sociale de vie se retrouve soit plafonnée soit en déclin (cfr graphe avec le PIB). Ce qu’il faut est donc d’assumer les limites planétaires et d’augmenter la qualité sociale de vie dans ce cadre limité.

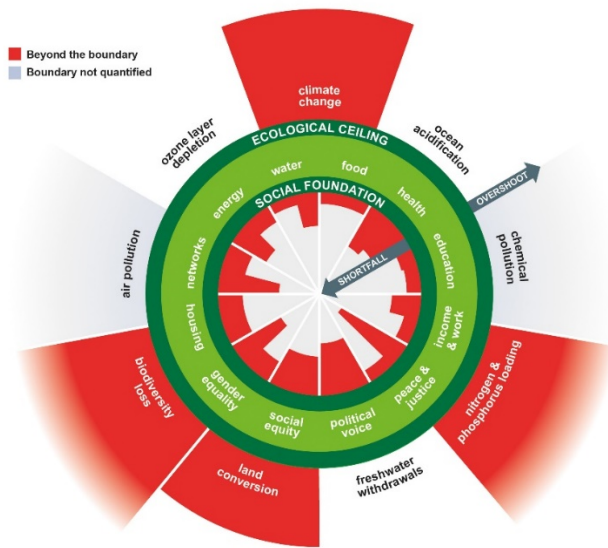


Figure 5 : Théorie du Donut (Kate Raworth, 2011)

Le défi du XXI^{ème} siècle est de satisfaire les besoins de tous, et ce sur base des ressources planétaires. Il est donc nécessaire de s’assurer que personne ne soit laissé « au fond du trou », sans les éléments essentiels à sa survie (de la nourriture au logement, en passant par les soins de santé et la représentation politique). De la même manière, cette utilisation des ressources doit demeurer raisonnable, faute de quoi nous mettons notre planète en danger. Il faut donc trouver un équilibre entre les besoins de chacun et ceux de notre Terre, afin de coexister dans cet espace bien défini. C’est pour cette raison que nous devons repenser notre vision du progrès

¹⁷ Kate Raworth, « La théorie du Donut », Plon, 2018, 432p.

économique, nous délester de celle qui a accompagné le XX^{ème} siècle et refonder une théorie adaptée aux défis de notre temps.¹⁸

Pour ce faire, notre vision est qu'il faut :

- s'assurer que l'activité économique soit rapidement cadrée face au risque d'emballlement du changement climatique.
- passer à **cette nouvelle économie que nous qualifierons de 'régénérative'**. Elle **permettra de retrouver un équilibre (interne à chaque individu et externe dans notre relation au monde)** grâce à plusieurs principes :
 - **Les entreprises** (et les entrepreneurs !) ne sont pas un problème mais une **solution** dès lors qu'elles sont **sources d'énergie positive**
 - Les entreprises de la transition écologique portent en elles des projets et une **vision radicale du changement**.
 - Les politiques doivent soutenir ce secteur émergent tout en fixant de nouvelles règles pour l'ensemble des entreprises.
 - **L'humain doit être au cœur de la transition**
 - Plus de '*commons*' (**biens communs**), moins de privatisations (de terre, etc)
 - La **sobriété** est une valeur
 - L'économie doit être de plus en plus **dématérialisée**
 - **Fin de la croissance quantitative** comme solution unique
 - Beaucoup de **temps libéré**
 - **Acceptation de la finitude** de toute chose (et des limites de notre unique planète)
 - Le but ultime et unique d'une entreprise n'est pas de rémunérer le capital mais de créer et de distribuer de la richesse (y compris pour les employés), au travers notamment de la **relocalisation de l'économie**.
 - Il faut **déconnecter la richesse financière de la réussite**.
 - Chaque acteur économique doit devenir **producteur net** (balance entre externalité positives et négatives) **d'impacts positifs** sur l'humain et l'environnement grâce notamment à la mise en place de réseaux vertueux (ex : nouvelles chaînes alimentaires, etc) et d'un nouveau système économique (dotés de nouvelles règles).

Face aux enjeux, il faut faire grandir rapidement les entreprises de la transition. Notre secteur peut sembler petit si on prend les entreprises une à une mais il faut voir l'ensemble de cet écosystème en développement qui, lui, peut déjà être comparé à des grands comptes de l'économie conventionnelle.

Pour ce faire, **l'Etat doit forcer de manière normative l'internalisation des externalités et faire payer aux entreprises conventionnelles leurs externalité négatives par une sur-**

¹⁸ Kate Raworth, « What on Earth is the Doughnut?... », <https://www.kateraworth.com/doughnut/>

taxation afin de financer les entreprises de la transition qui seront, elles, (ré)compensées pour leurs externalités positives.

Pour ce faire, il faut donner un **pack de sécurité de départ** qui permettrait une résilience individuelle et collective, afin que les gens soient dans la capacité d'aller vers la transition. Il s'agit d'un pack de base sur lequel on se mettrait d'accord et qui donnerait suffisamment d'assurance aux gens pour qu'ils acceptent de se lancer dans la transition. Il couvrirait les fonctions suivantes :

- 1 logement décent
- Accès à l'eau : forfait de base par habitant
- Energie électrique : forfait de base par habitant
- Energie thermique : forfait de base par habitant
- Droit au sol pour production alimentaire
- Déplacements /mobilité accessible
- Scolarité enfants gratuite
- Travail / salaire / revenu / occupation pour tous (1 moyen de subsistance économique)
- Santé est assurée jusqu'à 65 ans

Dans ce pack, il ne s'agit pas de sobriété sur les relations sociales ni sur le temps dont on dispose pour vivre sa vie de manière heureuse, mais bien de sobriété sur tout le reste qui exige ressources matérielles et énergie.

Pour mener à bien cette réflexion, il faut considérer le temps de vie utile comme une capital commun. Aujourd'hui en Belgique, un humain représente 78 années x 8760 h = 683.000 h de vie utile. Ce capital est celui dont on dispose tous, et ce de manière totalement égale. Le temps de travail d'un humain, sur quarante années à 38 h/ sem = 67.000 heures.

En résultat, durant toute notre vie, nous aurons travaillé moins de 10% de celle-ci, le reste étant du temps d'étude, d'apprentissage, de loisir, de sommeil, de socialisation. Et malgré cela, notre système produit de la ségrégation, des burnout, de l'ennui, des maladies. De plus, la fatigue liée à nos emplois nous pousse à gâcher notre temps de vie utile en heures devant la télévision, en mise en scène de soi-même sur les réseaux sociaux ou en addictions diverses, alors qu'il nous faudrait en profiter.

2.2 Une économie régénératrice, moins violente et qui prend soin du vivant

Alors que l'ancienne société (celle dans laquelle nous vivons actuellement) nous incite à faire ou produire pour avoir, posséder et consommer plus (sans augmentation nette de bonheur mais avec un impact colossal sur l'environnement), nous proposons ici une nouvelle société basée sur l'action (ou le faire) dans le but d'être ou de devenir une meilleure personne, plus heureuse tout simplement.

Tel que nous le présente Tim Jackson dans son livre 'Prospérité sans croissance', cela engendrera une modification profonde des secteurs économiques prioritaires.

Le secteur de l'extraction de ressources ne sera plus prioritaire, les secteurs manufacturiers, bâtiment, alimentation et agriculture se maintiendront mais devront se « durabiliser ».

Les secteurs du recyclage/valorisation des déchets, ... deviendront prioritaires et devront être beaucoup plus financés. Réaliser des investissements écologiques engendrera des taux et des périodes de rendements 'moins productifs', les droits de propriété des actifs seront différents (davantage du type public-privé),

Mais surtout, nous développerons des secteurs économiques sobres en carbone et aujourd'hui délaissés tels que la culture (y compris les NTIC, l'édition, ...) et les arts, l'éducation tout au long de la vie, les sports, le tourisme local, la gastronomie durable, l'aide à la personne, la mobilité active, l'auto-construction durable, la santé, le bénévolat, et ce dans le plus pur respect de l'environnement. Cette économie moins prédatrice/violente sur nos ressources humaines et naturelles et qui prend soin de vivant est fondée sur les services aux personnes, entreprises sociales, intégrées dans la communauté ... et est très peu 'productive' au sens purement économique et donnera donc énormément d'emploi sur le long terme (Production = Productivité du travail x Personnes au travail).

Enfin, rappelons qu'avec les gains de productivité et les taux de chômage que nous connaissons, une politique de réduction du temps de travail est évidente (le contrat social n'a pas évolué depuis 40 ans !). Cela permettra aussi de combattre les inégalités de revenu qui vont de pair avec des problèmes sociaux et de santé.

Pour ce faire, comme d'autres ont abandonné l'économie planifiée où les moyens de production appartenaient à l'Etat, nous proposons d'envisager d'abandonner l'économie néolibérale où les moyens de production appartiennent au capital, pour **une nouvelle économie du vivant où les moyens de production appartiennent à la Terre puisque tout vient originellement d'elle**. Des chercheurs en économie pourraient se pencher sur cette proposition.

Concrètement, cela signifie que toute entreprise dès sa création sera débitrice (ou locataire) de la Terre pour l'usage de ses ressources et les projections d'impact futur. Partant des nouvelles méthodes de calcul d'impact et d'usage des ressources (bilan carbone, analyse de cycle de vie, empreinte écologique, empreinte eau, *ecosystem services review*, ...), nous devons les monétariser (donner un prix) pour évaluer la dette (ou location) de l'entreprise envers la Terre.

Ce système n'est pas incompatible avec le capital initial obligatoire pour la constitution d'une entreprise tel que nous le connaissons. Les actionnaires détiennent le capital de l'entreprise mais l'entreprise n'est plus propriétaire entièrement de ses moyens de production qui, eux, appartiennent à la Terre. L'entreprise reste par contre propriétaire des brevets, méthodes, ... c.-à-d. tout moyen de production du type intellectuel que l'Homme a créé.

Certaines entreprises pourront par contre être créditrices p/r à la Terre, en ce sens qu'elles généreront un impact positif sur les services écosystémiques (qui seront aussi monétarisés).

La gestion de ces dettes/crédits ne pourra en aucun cas être privatisée mais devra revenir à une gouvernance mondiale publique à créer. Il s'agit donc bien de monétariser (et non de

marchandiser) et d'organiser cette gestion financière au travers d'une monnaie complémentaire à créer et gérée exclusivement par les autorités publiques.

Il est aisé d'appliquer ce système aux entreprises primaires (extraction, mine, pétrole, bois, etc.) qui en plus de payer des droits de concession aux Etats, devront payer un droit d'usage à la Terre pour l'utilisation des ressources. Il va de soi que plus la ressource est non-renouvelable, plus le prix à payer sera élevé (pétrole, gaz, charbon, etc.). Qu'en est-il de l'énergie renouvelable ? Si on veut pousser la logique plus loin, faudra-t-il payer pour le vent des éoliennes ou l'utilisation des rayons de soleil ? Non, tout cela restera gratuit.

En ce qui concerne les entreprises secondaires et tertiaires, une location forfaitaire devra être appliquée selon le type de ressources utilisées. Un travail colossal de monétarisation nous attend.

S'agit-il d'une fiscalité verte déguisée ? Oui, on peut le voir comme cela mais la logique va au-delà car elle dépossède l'entreprise de ses biens de production, la rend dépendante de prix fixés par une gouvernance publique et renverse notre relation à la Terre ; nous lui appartenons et non l'inverse.

Les entreprises ne seront donc plus uniquement jugées sur des critères financiers et économiques mais aussi sur leur plus-value sociale : qu'est-ce que l'entreprise apporte à l'Homme et à la Nature ? Il ne s'agira donc plus pour un patron d'entreprise d'être le meilleur au monde mais le meilleur pour le monde !

Terminons enfin en insistant sur l'apport du biomimétisme qui est une démarche séduisante de la transition. Cette nouvelle science ne propose que des innovations inspirées du vivant, toutes plus élégantes et moins coûteuses en matière et en énergie que celles développées industriellement. En effet, le biomimétisme utilise des critères écologiques pour déterminer si nos innovations sont « bonnes » (reconnaissant que 3,8 milliards d'années d'évolution forment une expérience qui mérite qu'on s'y attache !). La nature n'est plus ici une source inépuisable de matières premières mais bien une source inépuisable de connaissances. Face au changement climatique, nous pouvons puiser des stratégies d'adaptation dans la nature et ce notamment pour transformer les systèmes économiques¹⁹.

¹⁹ Gauthier Chapelle & Michèle Decoust, « Le Vivant comme modèle : La voie du biomimétisme », Albin Michel, 2015, 359p.

Plaidoyer à 5 ans (ce que nous demandons aux politiques pour la prochaine législature) et à 10 ans (l'objectif, le chemin à parcourir)

Une fois les citoyen.ne.s rassuré.es par leur capacité à « transitionner » vers la résilience grâce à leur pack de base introduit ci-dessus et détaillé ci-après, il est urgent d'imposer simultanément au nouveau contrat social un univers socio-économique qui va permettre d'atteindre la réduction des consommations d'énergie et de production de GES pour tenir l'objectif de **-80% d'émissions directes et indirectes en 2030** par rapport à 2016. Pour cela, il convient, dans les prochaines années :

- De diviser par 4 la consommation d'énergie de tous les bâtiments
- De diviser par 2 les émissions de GES par unité d'énergie consommée dans les bâtiments
- De déployer massivement de la production d'énergie renouvelable décentralisée, en vue de rendre les bâtiments autonomes et indépendants du réseau électrique
- De diviser par 3 la consommation d'énergie en mobilité de personnes
- De diviser par 2 l'énergie nécessaire pour la production et le transport de biens
- De diviser par 5 l'impact carbone de biens importés
- Eliminer les transactions en spéculation financière
- Investissements dans l'économie locale multipliés par 50 (produire localement)
- Eviter l'effet rebond :
- Fortes restrictions sur les rémunérations, les écarts de rémunérations (pour rendre le système plus égalitaire et éviter l'effet rebond lié à la consommation)

Les mesures concrètes décrites ci-dessous par secteur devraient permettre (en se rappelant de l'équation de Kaya appliquée au secteur) d'atteindre ces objectifs ambitieux. Les propositions faites ici se veulent volontairement synthétiques et, pour rappel, sont ouvertes à être enrichies ou amendées par des réflexions complémentaires.

La grande majorité de ces mesures sont à prendre par le politique, nous destinons ce plaidoyer à cela. Néanmoins, les entreprises doivent aussi faire des efforts. C'est une responsabilité différenciée.

Sans que nous ayons eu le temps de distinguer les deux dans le texte, le lecteur trouvera dans la liste des propositions ci-dessous ce que nous demandons aux gouvernements et ce que les entrepreneurs de la transition s'engagent à faire.

1. Gouvernance de la Transition

- Créer un statut d'entreprise de la transition écologique avec des indicateurs clairs et des 'incentives'. Créer aussi un observatoire de la transition écologique de l'économie et des entreprises, qui monitorera/mesurera les améliorations au départ d'une trajectoire ambitieuse visant à prendre en compte les externalités (positives et négatives).
- Amplifier les soutiens de toutes sortes pour les initiatives exploratoires (mais ayant déjà montré quelques preuves, les filtrer pour éviter les projets hors scope ou au modèle

inadéquat) en durabilité forte (aide au financement, fiscalité, mission publique pour support infrastructures).

- Améliorer la flexibilité de l'entreprise et optimiser la réactivité face aux problèmes environnementaux dont l'adaptation aux changements climatiques.
- Mettre en place d'un système de bilan carbone simplifié pour le niveau citoyen (à l'instar de l'empreinte écologique qui avait été un succès) et pour les entreprises. A final, bilan carbone obligatoire pour les entreprises (cfr incitatif vers un budget carbone)
- Créer des lieux de rencontres citoyens-entreprises-pouvoirs publics.
- Obligation d'avoir des plans environnementaux en entreprises avec une comptabilité environnementale. La rentabilité globale des entreprises est financière et sociale.
- Education/formation: rapprocher le monde de l'entreprise durable du monde académique pour combler le gap entre les étudiants et les entrepreneurs durables de demain
- Réduction fiscale sur les réserves faites sur les bénéfices pour assurer la pérennité de l'entreprise
- Mettre en place de nouvelles stratégies de management horizontal, collaboratif et d'intelligence collective en valorisant la dimension globale et communautaire.
- Aides à la mutualisation de ressources entre entreprises, favoriser les mécanismes de coopération (groupement d'entreprise comme les groupements de producteur pour éviter la qualification d'entente illicite), encourager la création de valeur partagée
- La politique n'est plus une profession (un métier à vie, voire intergénérationnel) mais un service effectué temporairement envers la société. Nombre et durée des mandats limitée dans le temps. Les barrières à l'entrée sont fortement abaissées. Fin de la démocratie représentative partisane. La démocratie directe est généralisée via des Assemblées citoyennes.
- La fonction de l'administration est revalorisée. Les fonctionnaires rappellent qu'ils sont avant tout des 'serviteurs civils'
- Le changement ne se fera qu'avec l'implication forte des instances et du niveau européen
- L'Etat soutient la création d'entreprises de la transition au travers de mesures Emploi adaptées, des incitants à l'entrepreneuriat durable, des permis d'exploiter ou licences adaptées, des interdictions de certains produits (ex. Glyphosate, single use plastiques...) et des procédures de marché publics adaptées.
- Donner les mêmes droits aux entreprises durables qu'aux asbl en matière de bénévoles, d'accès à des appels d'offres limités aux ASBL, etc

2. Mobilité

$$CO2 \text{ transports} = \frac{CO2}{km} \times \frac{NB \text{ Km}}{\text{Véhicule}} \times \frac{Nb \text{ Véhicules}}{\text{ménage}} \times NB \text{ ménages}$$

Objectifs : Faire baisser le nombre de véhicules thermiques en circulation et le nb de km par véhicules par an et rendre les émissions de CO2 par km bien plus basses (y compris les émissions de fabrication des véhicules). Faire grandir les alternatives à la mobilité automobile individuelle et, par les mesures Habitation, raccourcir les distances domicile-école-travail.

Transport de personnes

Infrastructures

- Moratoire sur la construction de routes et infrastructures routières dès 2020, y compris de parkings publics, privés et de garages.
- Limitation de vitesse à 90 km/h sur les autoroutes à partir de 2020
- Réduction de la superficie dévolue à la voiture de 5% par an dès 2020, par commune
 - A titre d'exemple, il s'agit de 1,2 million de m² par an sur Bruxelles, soit 120 HA, soit 2,5 piétonniers additionnels à ouvrir en Région Bruxelloise, chaque année
 - En Région wallonne, on parle de 3400 Ha annuels à convertir !
 - Rendre ces espaces aux modes doux, à la nature, aux autres fonctions
 - Les parkings de dissuasion en entrée de ville sont exonérés (dans un premier temps). Idem pour les parkings à immédiate proximité d'axes structurants de lignes de Bus ou Trains
- Dans le même temps, des infrastructures de parking sécurisés pour vélos, vélos carénés, vélos couchés, sont déployées massivement par les communes
- Infrastructures routières :
 - Tout véhicule étranger qui passe les frontières est invité à payer sa taxe de circulation (prélèvement comme à Londres)
 - Prix différencié pour véhicule léger et poids lourd
 - Zones basses émissions strictes pour tous les usagers. Y compris les cars de touristes.

Modes doux

- Ouvrir au moins 3 nouveaux points vélo à d'importants noeuds intermodaux en région bruxelloise et un atelier vélo participatif dans chaque quartier à Bruxelles. Faire de même en Wallonie.
- Augmenter chaque année le nombre d'emplois d'insertion et de transition, et utiliser des clauses sociales dans les marchés publics.
- Motiver des ambassadeurs vélo au sein de populations peu sensibilisées et faire qu'ils restent en selle.
- Stimuler l'utilisation durable, la réutilisation et le recyclage des vélos.
- Réaliser le Master Plan Stationnement Vélo à Bruxelles et augmenter la priorité donnée au vol de vélos.
- Piétonniser entièrement le Centre de Bruxelles.

Voiture individuelle

- Moratoire sur les constructions et vente de véhicules thermiques neufs dès 2025 : la période 2020-2030 est clé pour sortir des carburants fossiles dans la mobilité des personnes. Puis, interdiction de vendre des véhicules neufs (essence ou diesel) d'ici à 2030. Fin de la période d'autorisation de roulage des véhicules thermiques en 2030.
- Atteindre un parc de véhicules 100% renouvelables à l'horizon 2040
- Arriver à une part modale de 20 % au niveau de l'utilisation des modes de déplacement doux (vélo/marche/vélo électriques et autres engins motorisé limité à 25 km/h) dans le cadre du trajet domicile-travail d'ici 2030
- Carburants : augmentation régulière et non-stop du prix (montant à définir) pour tous les carburants
 - Exonération pour les ambulances, pompiers, police
 - Va massivement permettre un shift modal
- Carburants : fin de l'importation des produits dérivés du soja et de la palme pour introduction dans les carburants (risque déforestation importée trop élevé) dès 2020

- Autorisation de développement de véhicules électriques (hors vélos)
 - Taxation en fonction de PMAx batterie et Energie TOTALE batterie
 - Détaxation totale pour véhicules à énergie humaine ou animale
 - Dans la mobilité des personnes l'apport électrique ne peut pas être supérieur à 200% de l'apport mécanique, humain (aujourd'hui bridé à 250 watts, ce qui est à peu près cela pour un cycliste tranquille)
- Mobilité électrique exclusivement réservée aux véhicules avec appoint (moteur principal = force physique >50% énergie totale) (hors trains)
- Investissements massifs en fabrication de système de stockage d'énergie pour alimenter les véhicules du futur (légers, petits, énergie animale, partagés).
- Voitures de société. Nous proposons soit la suppression pure et simple du système soit une voie médiane, à savoir :
 - Le point problématique est surtout le fait que l'utilisateur paie un forfait et rien de proportionnel au nombre de km parcourus. Une fois qu'il a sa voiture, il roule sans plus faire attention.
 - Les trajets des voitures de société soient tous suivis par géolocalisation (par un centre qui ne connaît pas les propriétaires ni les plaques pour éviter les atteintes à la vie privée). Les km parcourus en dehors des heures de travail sont remboursés par le travailleur à l'entreprise à 0.25€/km.
 - En compensation, la tranche de revenus taxés à 25% augmente de 3000€ pour tout le monde (et on supprime celle à 30%)
- Supprimer la récupération des accises du diesel

Véhicules partagés

- Des véhicules partagés sont disponibles dans chaque commune en location pour les déplacements qui nécessitent leur usage
 - Tarification dissuasive pour mobilité quotidienne
 - Electriques ou autre
- La mobilité moyenne distance peut aussi fonctionner via Véhicules partagés ou lignes de taxis collectifs (à approfondir)

Transports en commun

- Augmenter la fiabilité et la qualité des transports publics
- Terminer le RER !
- Transports en commun alimentés par des énergies 100% renouvelables. Promouvoir le déplacement pour les trajets de longues distances par les transports publics alimentés par des énergies 100% renouvelables, pour les trajets de courtes distances par la marche ou le vélo. La réservation des voitures en version légère, électrique et partagée à des profils ou trajets particuliers.
- Remplacer les tickets classiques par une solution digitale plus durable et pertinente
- Adapter les nouveaux services pour des populations les plus fragiles.
- Améliorer la fréquence, les heures d'ouverture et la qualité des services de transport en commun.
- Favoriser des marchés publics ouverts de la mobilité inclusive pour les infrastructures de transport (prendre l'exemple du Japon en termes de construction de rail, de l'Allemagne en termes de construction de route, de l'Autriche en termes de construction des trottoirs)
- Tester des transports publics gratuits et généraliser si l'expérience est positive. Insérer des frais de transport en commun dans la déclaration d'impôt.

- Abonnement de transports publics à tarif démocratique : 1 €/jour-personne tous modes confondus
 - Augmentation progressive de l'offre.

Bus & Métro

- Application des principes de Peak shaving en Grandes villes pour gestion de la demande en heure de pointe (décalage des h de démarrage le matin)

Trains

- Ouverture à la multimodalité pour trajets quotidiens (ex. RER, Vélos, ...)
- Réouverture massive de lignes longue distance en trains de nuit.
- Réouverture de lignes de trains là où on a trop coupé (ex. diagonales, liaisons villes moyennes)
- Tripler le taux d'utilisation des trains, trams, bus, métros pour les déplacements.

Taxis collectifs

- Supplément les manques d'autres alternatives avec des lignes régulières
- Financés partiellement par la collectivité sur le fonds transports en commun
- Augmenter drastiquement l'offre de mobilité alternative en milieu rural

Avion

- Taxe fixe de 70 à 450 € par vol qui décolle et/ou atterrit dans l'UE (cela évitera la discussion des km et les mini-vols vers la Suisse ou Alger avant des vols transcontinentaux). Cela contourne la question des accords internationaux qui empêchent la taxation du kérozène
- Recours aux carburants à moindre impact carbone (en particulier le kérozène synthétique fabriqué à partir de CO2 recyclé et d'électricité renouvelable)
- Diminution des investissements et subsides aux aéroports nationaux ou régionaux
- Interdiction d'expansion (pistes, aérogares, parkings) et refus de permis d'urbanisme autour des aéroports
- Envisager une réflexion sur une loterie de billets intercontinentaux pour voyages de plus de 6 mois à l'étranger
 - Erasmus
 - Voyage découverte
 - Max 2 par personne sur leur vie
 - 100.000 billets par an
 - revendables, sur inscription préalable

Croisières

- Taxe sur tout passager croisiériste Belge (que le billet soit émis en Belgique ou ailleurs), par une agence belge ou pas
- Reconnaissance de la voile comme moyen de transport longue distance, détaxé

Cargos

- Généralisation de la mise à disposition de places sur les cargos pour voyages intercontinentaux (tant que les cargos circuleront)

Transport de marchandises

Objectifs : Transporter moins de choses, moins loin, avec des modes de transport moins carbonés. Réduire drastiquement les spécialisations (pour exporter massivement en volume avec des tarifs subsidiés) en visant à produire pour satisfaire les besoins d'une communauté géographiquement délimitée

- Les mesures sur l'augmentation du prix des carburants s'appliquent également au transport routier de marchandises.
- Taxation forte des externalités négatives via la TVA environnementale / circulaire
- Diminution drastique des camions thermiques sur nos routes et transition vers des carburants à impact carbone limité, notamment le gazoil synthétique fabriqué à partir de CO2 recyclé et d'électricité renouvelable
- Tout souhait d'exporter un bien produit en Belgique est d'abord soumis à une agence neutre qui détermine les volumes qui doivent rester sur le Territoire (pour baisser les importations). Toute importation est également soumise à une analyse de potentiel de production locale et des volumes sont accordés suivant une méthode de quotas pour une année renouvelable (ce qui laisse le temps aux développeurs de projets de produire localement si souhaité).
- Subsidiation massive de plateformes multimodales Rail / Eau
- Les transports intrabelges sont maintenus avec les modes les plus efficaces :
 - Interdiction des véhicules thermiques dans les Villes
 - Dépôts de marchandises en périphérie
 - Plans de livraison intra ville en véhicule électrique
 - Découpage de la ville en quartiers de tantes renvoyant sur axes extérieurs sauf pour les véhicules de livraison écologiques
 - Les carburants coûtent bcp plus cher → les coûts de livraison des produits augmentent Le secteur se transforme et perd qqes emplois routiers, mais on remet bcp de coursiers à vélo en Ville et en petites livraisons écologiques, électriques
- Réouverture de lignes de transport de marchandises longue distance à la voile (avec cabines passagers)
- Relance d'une filière de transports de marchandises par Zeppelin avec H2 fabriqué à partir d'énergies renouvelables – cf. cargolifter
- A Bruxelles, imposer un restriction aux camions de transport à rouler uniquement entre 19h et 7h pour rendre la ville aux citoyens et réduire la congestion causé par la transport de marchandises.

3. S'alimenter

$$GES \text{ alimentation} = \frac{GES}{Calorie} \times \frac{NB \text{ Calories}}{\text{habitant}} \times NB \text{ habitants}$$

Alimentation – Agriculture

Objectifs : Viser l'autonomie alimentaire dans des zones de 80 x 80 autour des centres urbains (ceintures alimentaires), baisser significativement la part de viande dans les régimes alimentaires, réduire massivement les flux d'aliments, diminuer les emballages et les plastiques, diminuer le gaspillage, réduire la consommation énergétique de la production alimentaire en diminuant le transport, la production « sous serre », ainsi que l'utilisation d'intrants de synthèse.

- Elaborer les marchés publics en matière d'alimentation de manière à favoriser les produits bio ainsi qu'à réduire le nombre de repas qui contiennent de la viande.
- Hausser la taxation sur les produits toxiques pour l'humain et l'environnement, et les supprimer à terme.
- Faciliter l'accès à la terre pour les producteurs qui contribuent au développement de l'agriculture durable

- Introduire des clauses environnementales dans le bail à ferme
- Freiner l'importation d'aliments industriels pour le bétail
- Mettre en avant le « made in Belgium »
- Imposer les « bacs bleus » (Euro Pool System) dans l'Union Européenne.
- Favoriser le développement des emballages alimentaires recyclables et compostables.
- Diminuer la quantité d'intrants chimiques (donc pas de problème avec fumier ou compost) utilisée dans la production d'aliments en contrepartie du soutien à l'emploi et à la main d'œuvre
- Instaurer une taxation sur le gaspillage alimentaire
- Valoriser la transition des producteurs qui ne sont pas encore certifiés « bio » .
- Mettre en place et soutenir des formations et des accompagnements à la réorientation professionnelle dans le secteur de l'alimentation durable.
- La mise à disposition de terrains pour la culture ou l'élevage en famille ou via des groupes de familles combiné à du temps disponible redonne une forte diversité aux paysages ainsi qu'aux productions
 - Culture du vivant, permaculture, non labour deviennent la norme (bio au minimum mais aller aussi au-delà du bio)
- L'importation de protéines végétales est progressivement interdite (soja déforesté ou transgénique etc...) et un plan massif de déploiement des protéines végétales (à usage humain et animal) est mis sur pied pour les cultures en local.
- Les élevages de viande restent possibles en extensif, nourris à l'herbe et aux protéines végétales locales en extérieur, et en travaillant avec de petits abatteurs locaux qui respectent la chaîne alimentaire et le produit. Les farines animales sont progressivement interdites dans l'alimentation animale, de même que les aliments complexes ou composés fabriqués par l'industrie
- Réduire les produits transformés et encourager le brut (on a de nouveau du temps à consacrer à la préparation des repas).
- Principe de précaution appliqué strictement dans l'ensemble de la chaîne alimentaire (en cas de doutes, dans l'attente d'études poussées, le principe de précaution est appliqué)
- Calcul systématique de l'empreinte carbone des produits mis sur le marché, en tenant compte des phases de culture, récolte, transformation, stockage, transport et emballages. Prix de produit fonction des externalités environnementales du produit (Principe de TVA environnementale pour rendre les produits les meilleurs pour notre environnement les moins chers)
- Créer des régies agricoles communales pour mettre à disposition des terres publiques
- Favoriser l'agriculture urbaine : sur toit, bacs et pleine terre, aquaponie, spin farming, etc
- Créer un cadre flexible pour des emplois de courte durée (quelques heures par mois/an) qui donnerait la possibilité de travailler par ex avec des apiculteurs locaux (ex +/- 30 à 50h par an) pour éviter les transports et ramener de l'emploi local.
- Un cadre plus clair et efficace pour le bio donnant la possibilité d'aller vers une agriculture durable et raisonnée.

En parallèle, renforcement des **Stocks de Carbone dans les sols**

Priorité : Réintroduire une vie naturelle et une capacité d'absorption à nos sols de culture, prairies.

- Afforestation : replanter des forêts comestibles, notamment en centre urbains (sur 50% des boulevards par exemple) pour lutter contre les îlots de chaleur
- Convertir des superficies en jachère en forêt (9000 Ha de jachères²⁰)

²⁰ https://statbel.fgov.be/sites/default/files/files/documents/landbouw/FR_Kerncijfers%20landbouw_2018_Web.pdf

- Aggradation systématique des sols en vue d'y réintroduire la vie et de sortir définitivement des pesticides, herbicides, fongicides et engrais.
 - Va nécessiter d'importer de grandes quantités de matière organique pour permettre aux parcelles de récupérer un peu de structure de sol et de vie.
 - Nécessité de construire de nouveaux flux de valorisation de tous les « déchets verts » des ménages dès 2019 pour ne pas gaspiller les déchets organiques, tontes, tailles de haie, etc.
 - Conversion au non labour
 - Accompagnement et financement des agriculteurs dans ces démarches
- Réintroduction des haies dans le paysage
- Développement de mesures naturelles anti-érosion, anti-inondations partout où cela s'avère nécessaire.

4. Se loger - Habitation

Buildings CO2 = CO2 building phase + Lifetime CO2 from Energy usages + Lifetime CO2 from induced transport + CO2 Demolition

CO2 building phase = (CO2 / energy x Energy / T material + CO2 / T Material) x T material/ m2 x M2 / inhabitant x inhabitant / household

CO2 energy use phase = CO2/ kWh x kWh /m2 x M2 / inhabitant x inhabitant / household

CO2 induced transport = CO2 mobilité de tous les habitants pendant la durée de vie du bâtiment (faire du passif en rase campagne n'a rien d'efficace si on travaille à 50 km)

Objectifs : réduire les consommations totales d'énergie à base d'hydrocarbures, tendre vers l'autonomie énergétique hors réseaux pour tous les fluides.

- **Sortir du Fossile** en résidentiel en 10 ans (charbon, mazout et gaz)
 - Assurer et rééquilibrer le coût des énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon) pour que les énergies propres et renouvelables soient compétitives.
 - Réduire drastiquement les subsides et prêts bonifiés à l'industrie énergétique fossile
 - Imposer une taxe aux producteurs centralisés de grande puissance
 - Isolation massive des bâtiments, par rue, financée par des impacts bonds et remboursée par les occupants sur 20 ans (mensualité). L'Etat doit jouer un rôle moteur (coordination, garanties) pour qu'ils (propriétaires et investisseurs) se rencontrent. Prévoir des aides à l'investissement pour ceux qui ont peu de pouvoir d'investissement (prêts à 0%) + favoriser (et cadrer) les tiers-investisseurs.
 - Taxer fortement la consommation électrique de chauffage (genre 200%)
 - Déploiement massif du chauffage bois à forte inertie et rendement élevé dans l'intervalle, en remplacement des chaudières aux hydrocarbures
- Viser l'**autonomie** énergétique (off grid) par « quartier » (« pâté » de maisons) ou bâtiments collectifs ou micro-réseaux :
 - Cogénérations bois

- Micro éolien (intermittent mais toute l'année)
 - Micro hydraulique (continu, presque toute l'année)
 - Solaire Thermique
 - Solaire photovoltaïque pour atteindre l'autonomie
 - Biométhanisation agricole (à l'échelle des communes)
 - Moyens de stockage de l'énergie bas carbone et low techs
 - Nouvelles énergies renouvelables productrices à la demande (et en continu)
 - Réévaluer la pertinence de la pompe à chaleur pour les bâtiments autonomes alimentés en énergie renouvelable à 100% et OffGrid.
 - Autoriser le partage d'énergie entre voisins autoproducteurs/consommateurs (pas de licence pour commercialiser l'énergie en circuit fermé)
 - Ne pas taxer la production d'énergie citoyenne verte. Inclure les citoyens dans la production d'électricité verte (prendre l'exemple de l'Allemagne en termes de la participation de 30% des citoyens dans le financement). Promouvoir et renforcer la participation citoyenne à l'économie énergétique
- **Tarification progressive des énergies et de l'eau**
 - 0 euros pour les premiers 350 kWh électriques par Habitant
 - ensuite, 3 ou 5 tranches tarifaires en fonction du niveau de consommation. La 1ère tranche est au minimum à 2x le prix unitaire actuel, puis 4 x puis 10 x
 - Les tarifs de ces tranches augmentent de 10% par an, forfaitairement, de façon à donner à chacun une visibilité très claire sur ses coûts futurs.
 - Le chauffage fossile rentre, dès la 1^{ère} année, en tranche payante pour améliorer le business case de l'isolation et de l'usage des combustibles bois mis à disposition.
 - Réduire les taxes pour investissements économiseurs d'énergie verte dans les entreprises
 - Réduire la fiscalité pour les entreprises afin de faciliter l'investissement des bâtiments intelligents
- **Optimisation de la consommation**
 - Encourager une consommation raisonnée de l'énergie, sans gaspillage, grâce à la domotique, smart grid, compteurs intelligents, etc

Habitation / construction

Objectifs : réduire la construction de bâtiments neufs, reconditionner massivement les bâtiments existants en fonction des besoins, promouvoir les écomatériaux partout là où c'est nécessaire, décourager les mésusages des m2 par une taxation différenciée.

- Diminuer drastiquement la construction de bâtiments neufs (résidentiel/tertiaire) : le secteur de la construction met son énergie dans la rénovation et la transformation des bâtiments existants
- Taxation des bâtiments non utilisés au titre de résidence principale (sous allocation des ressources) en vue de les remettre dans un système d'accès au logement de type Agence Immobilière sociale. Développer les nouvelles filières industrielles générant de nouveaux emplois notamment dans le cadre de l'économie sociale. Créer des emplois locaux.

- Maîtriser les coûts de gestion des déchets. Limiter le gaspillage et la production des déchets
- Préserver au maximum les ressources en matière et réduire au minimum les nuisances sur l'environnement
- Optimiser la réutilisation des éléments de construction, des matériaux et des équipements dans une vision large et créative

Construction / rénovation / bâtiment

- Diminuer drastiquement la bétonisation en Région wallonne.
- Objectif zéro sans abri : possibilité de réquisitionner les bâtiments non occupés
- Toute démolition ne peut donner lieu à une reconstruction qu'après analyse sévère des besoins
 - Utilisation obligatoire de béton recyclé
 - Promotion des matériaux 100% renouvelables et gérés durablement
 - Bois, terre, Paille, liants végétaux, isolants naturels, ...
 - Promotion des filières de réemploi dans la construction (post consumer)
 - Métal, briquillons, vitrages,
- Au vu de la réduction de la mobilité automobile, chaque commune doit réallouer des superficies de toutes voiries (communale, provinciale, régionale) à de l'espace public autogéré par les habitants.
- Développement de filières de traitement et de valorisation des déchets de déconstruction provenant de la conversion des espaces dévolus à la voiture.
- Introduire la construction industrielle flexible et démontable comme solution durable et économique
- Tout type de bâtiment devra être conçu en pensant à sa fin de vie et à sa déconstruction.
- Diminuer la taille des logements / habitant et permettre la division de maisons en logements plus petits.

5. Se vêtir - vivre ensemble - Se divertir

$CO_2 \text{ lifestyle} = CO_2/\text{pièce de vêtement} \times NB \text{ pièces vêtement (dans garde-robe) /personne} \times Nb \text{ citizens}$

Le CO_2 / pièce de vêtement comprend : CO_2 culture + CO_2 extraction (hydrocarbures) + CO_2 transformation + CO_2 tissage + CO_2 teinte + CO_2 chutes + CO_2 transport + CO_2 packaging + CO_2 advertising)

Finances $GES \text{ finances} = \frac{GES}{\text{€investi}} \times \frac{\text{€ investis}}{\text{habitant}} \times NB \text{ habitants}$

Economie circulaire et décarbonée

Priorité : diviser drastiquement la quantité d'objets utilisée sur le Territoire national en améliorant leur conception, leur durée dans le temps, leur réparabilité et en se partageant les objets que l'on n'utilise pas plus de 20 fois par an. Instaurer une TVA environnementale (Taxe sur la Valeur Environnementale – TVE) visant à rendre les produits aux impacts les plus faibles les moins chers et surtaxant tous les autres au prorata de leurs impacts négatifs. L'idée est donc bien d'imposer l'internalisation des externalités et faire payer aux entreprises conventionnelles leurs impacts négatifs

par une sur-taxation afin de financer les entreprises de la transition qui seront, elles, (ré)compensées pour leurs impacts positifs.

Consommation durable

- **Marchés publics et privés bas carbone :**
 - Rating indépendant et normé de toutes les entreprises pour évaluer l’empreinte carbone de leurs produits et services (mis sur le marché en Belgique). Dans un 1^{er} temps, imposer à toutes les entreprises de remettre une déclaration environnementale détaillant les externalités positives et négatives générées par leurs activités. Cette mesure permet dans un premier temps la sensibilisation de ces entreprises et assure ensuite la transparence au niveau de leurs impacts environnementaux. Charger les entreprises de plus de 20 ou 50 employés d’établir une stratégie RRR (*Reduce, Re-use, Recycle*). A travers cette mesure, l’écoconception est soutenue et une partie de la production doit être issue ou composée de matériaux recyclés (*recycled content*).
 - Délivrance d’une note de 0 à 10 aux produits, reflétant la qualité environnementale, bas carbone, circulaire du produit²¹
 - Système de bonification de l’analyse des prix des entreprises bas carbone dans les marchés publics et privé (objectif de 10 % des marchés en 2021)
 - Appliqué d’office par tous les niveaux de pouvoir, les écoles, les entreprises publiques et dans lesquelles au moins 50% d’argent public arrive.
- **TVA environnementale ou Taxe sur la Valeur Environnementale - TVE** (Cf. 2019 – Jérémy Ferrari, fondation 2019)
 - Pour faire Baisser la demande en produits carbonés
 - Et rendre les produits justes moins chers
 - Pour tous les produits mis en vente en B2C en Belgique
- Tout produit mis en sur le marché en Belgique, qu’il soit belge ou étranger, doit se faire évaluer par l’Agence indépendante pour le rating carbone susmentionnée
- Le but est de discriminer tous les produits bons pour l’environnement, le climat, la biodiversité et les rendre moins onéreux que leurs alternatives
- Si le consommateur veut payer pour les mauvais produits, c’est encore possible, mais de ce fait, par nos comportements d’achats, nous finançons directement la transition (via la constitution d’un fonds avec les « taxes » de la TVA)
- Instaurer une taxation dissuasive de l’incinération et interdire la mise en décharge

Pour les déchets plastiques

- Créer un pôle de compétitivité sur le recyclage des plastiques, en particulier des multicouches.

Economie circulaire, sociale, positive, purpose-driven

- Garantie portée progressivement à 30 ans pour tous objets avec responsabilité étendue des producteurs étendue
 - Pièces détachées disponibles à tarif maîtrisé (contrôlé par le public)
 - Plans et tutoriels de préparation disponibles à tous en open source
 - Objets conçus pour être réparés (score de réparabilité indépendant, le cas échéant)

²¹ Pour une source d’inspiration, voir CO2 Prestatie Ladder (NL) : www.skao.nl

- Objets conçus pour être upgradés, le cas échéant
- Adaptations éventuelles pour produits à plus courte durée de vie comme p.ex. les vêtements
 - Privilégier les textiles naturels : lin plutôt que coton
 - Coût vérité sur ces produits que le consommateur peut être tenté de surconsommer
- Passage massif à l'économie de la fonctionnalité
 - Favoriser fortement la location de biens durables plutôt que l'achat / vente
 - Réduire la TVA sur la location et sur l'achat de 2^e main
 - Fortement augmenter sur celles des biens neufs à faible taux d'usage
- Réduire la TVA à 6% sur les produits issus de l'upcycling
- Etablir une prime à l'isolation qui reflèterait l'impact environnemental des matériaux utilisés. La prime actuellement élevée placée sur les isolants chimiques, produits à l'étranger et défiant toute concurrence, elle pourrait être diminuée en faveur d'une prime sur les isolants écologiques produits localement.
- Passer d'une TVA de 21% à 6% pour les activités dans le secteur du réemploi de matériaux (construction, vêtements...) car celle-ci a déjà été payée une première fois lors du premier achat.
- Instaurer un subside à la tonne de matériaux réemployée, au kilogramme pour le textile et les jouets
- Utiliser le Product environmental footprint (PEF) (UE : DB d'ACV et standardisation). Sur 18 catégories de produits (technologie, matière utilisée). PEF applicable à l'économie de la fonctionnalité.
- Budget Recherche augmenté : soutien politique pour diminution des matières polluantes, évaluer d'abord les produits qui méritent une recherche.
- Favoriser les Chantier inverse : j'ai un déchet, je suis obligé de construire avec ce déchet. Lien avec les marchés publics.
- Impact : ne pas oublier l'impact CO2 du transport (ex : Nespresso)

Monétarisation

Objectif : faire payer un prix plus juste en quantifiant le coût de la pollution avec une taxe proportionnelle aux dommages environnementaux (CO₂, Ressources, biodiversité...).

- Taxer les ressources à leur entrée sur le marché.
- Instaurer une taxation au CO₂ d'ici 2025 (cfr exemple de la Suède).
- Mettre en place une compensation pour les personnes plus défavorisées, à travers une redistribution comme le revenu universel.
- Analyser les impacts environnementaux à long terme des activités économiques.
- Instaurer une taxation au CO₂ sur les activités hors territoire pour 2021
- Soutenir le développement de la recherche et des projets industriels de capture et de recyclage des émissions industrielles de CO₂ pour les transformer en produits utiles tels que des matériaux de construction, des produits chimiques ou des carburants²².

²² Voir à ce sujet le site de l'association européenne CO2 Value Europe (www.CO2value.eu) créée en 2017 à la suite d'un projet international mené par le pôle de compétitivité wallon GreenWin et qui regroupe une proportion importante d'entreprises actives en Belgique.

6. Financement de la Transition : subsides, finances & fiscalité

Objectif : allouer des moyens substantiels à la transition (viser 15% du PIB, soit 65 à 70 milliards d'euros par an).

Finances

- 100% de la création monétaire, des subsides et des garanties publiques sont fléchées vers l'économie bas carbone et le soutien à la transition.
- Assurances : les encours ne peuvent plus être investis en Bourse et doivent l'être à 100% dans l'économie nationale
- Pensions : 100 % des financements sont investis dans l'économie réelle belge, sans spéculation et à des horizons temporels compatibles avec les périodes de sortie de projets
- Taxer de plus en plus fortement les transactions financières sur les marchés boursiers (actions, obligations, produits dérivés)
 - Taux d'autant plus élevé que
 - Le placement est détenu sur une durée courte
 - Et que l'entreprise est carbonée
- Détaxer les investissements réalisés dans l'économie positive (sociale, solidaire, bas carbone, non cotée, coopérative)
 - 2020 : Réduction d'impôts (et taxes) si 10% du patrimoine est investi dans l'éco réelle
 - 2024 : Réduction d'impôts si 20% dans l'éco réelle
 - 2030 : Réduction d'impôts si 50% dans l'éco réelle

Subsides

- Interdiction des subsides, prêts, garanties bancaires, garanties d'Etat, prises de parts et des financements additionnels
 - aux énergies fossiles (directes et indirectes (ex. transport, routes, infrastructures))
 - aux produits à haute teneur en carbone (à déterminer, voir agence Carbone dans Gouvernance)
- 100% des financements sont fléchés vers la finance bas carbone et les entreprises à balance carbone positive
- Conditionnalité des primes et subsides à une performance environnementale et sous condition de plan d'action de réduction de CO2. Analyser les besoins des entreprises et les soutenir via une gamme de primes et subventions. Encourager l'emploi via les aides et favoriser la diversité au travail.

Emploi

- La réduction du temps de travail ouvre la voie à une vie bonne tout au long de sa vie plutôt qu'à l'espérance de pouvoir profiter de sa pension une fois que celle-ci arrivera (nœud gordien de notre société actuelle).
- De nombreuses pertes d'emplois dans les secteurs à risque sont à prévoir (automobile, assurances, routes, production de béton, de routes, de bitume, industrie du bâtiment neuf classique, métal, verre, plastiques, pétrole et dérivés,)
- De nombreuses activités additionnelles sont à prévoir dans des métiers en reconversion

- Production de vélos et de moyens de transport à l'énergie humaine
- Production Alimentaire extensive, décentralisée
- Co-élevage
- Petits abattoirs
- Rénovation maximisée / découpages de bâtiments, transformations, aménagements intérieurs
- Isolation
- Production de matériaux naturels à 100% pour la rénovation
- Livraisons de marchandises : système à réinventer compte tenu de la réduction du facteur temps et de la baisse drastique des volumes, mais dans un contexte d'énergie chère.
- Et dans des métiers nouveaux, à créer
 - Aggradation des sols
 - Energie renouvelable low tech
 - Finance locale et durable
 - Nouveaux produits collectivisant les bénéfiques pour sortir de la bourse (Tontine...)
 - Réparation massive des biens de consommation
 - Economie de la fonctionnalité déployée à grande échelle
 - Dématérialisation de nos vies

7. Créer Communiquer Penser Apprendre

Publicité

- Division par 10 le volume de publicité global, tous supports confondus
- Les publicités sont réservées pour les produits ayant été évalués au moins comme très positifs par l'Agence Carbone.
- Le score du produit est fourni sur la publicité

Education

- Le but de l'école est de former des citoyennes et citoyens éveillés aux changements qu'ils auront à vivre et gérer bien plus qu'à former des cerveaux dociles disponibles pour un emploi
- La part de stages dans l'enseignement secondaire et supérieur augmente fortement (faire des choses avec ses mains, découvrir des activités par la pratique)
- Obligation de fréquenter l'école la plus proche de son domicile (logique point de vue déplacements)
- Réforme de l'enseignement (pour les futurs entrepreneurs), généraliser le statut d'étudiant entrepreneur.
- L'enseignement est gratuit jusqu'à 24 ans
- L'école redevient publique, financée à 100%, y compris les bâtiments, dans tous les réseaux d'enseignement
- Fin de la guerre scolaire entre réseaux, 1 seul statut d'enseignant, amélioration de la mobilité des enseignants
- Augmenter fortement le budget alloué à la recherche en sciences humaines. Celui-ci ne représente actuellement qu'une infime partie du budget total destiné à la recherche.

Pack de sécurité

Source : Frédéric Chomé, Factor X

Ci- après nous détaillons certains aspects de ce forfait de base/pack de sécurité, dans la volonté de le rendre le plus concret possible. Les propositions sont soumises à débat et nous invitons le lecteur à enrichir / critiquer/ compléter ces propositions

Habitation & énergie

Logement

- 30 m2 par habitant mis à disposition pour un forfait locatif très bas, et/ou détaxés en cas d'achat. C'est la superficie convenable pour vivre sobrement.
- Les locations sont encore possible, les 30 premiers m2 (par occupant) ne peuvent excéder un prix de 4 EUR / m2.mois
 - Ceci afin de faciliter la mobilité professionnelle et d'encourager la relocalisation (il faut qu'on arrête d'être amoureux de sa maison)
- Au-delà taxé au triple, avec facteur de croissance selon le m2 par occupant réel (exponentielle)

Mobilité professionnelle

- Obligation, de la part des employeurs de fournir un logement à la famille de ses travailleurs au tarif susmentionné, dans un rayon de moins de 25 km de l'entreprise. (pour faciliter la mobilité des employés, réduire les émissions de GES des transports et améliorer la work-life balance)
- Le prix de revente des bâtiments sont plafonnés et /ou régulés (pour éviter la spéculation immobilière et garantir un droit au logement)

Energies

- 14 m3 d'eau offerts par habitant et par an
 - Subside à la collecte et la potabilisation des eaux de pluies (risque majeur sur les réseaux à horizon 2030-40)
- 350 kWh. Electrique par hab.an offerts
 - Subsidés à l'autoproduction et autoconsommation (seul ou en micro réseau) car risque majeur sur les réseaux à horizon 2030-40
- 1 stère de bois sur pied par habitant offert (pour le chauffage) (1 m3)²³
 - nécessaire compte tenu de l'état du bâti et de l'impossibilité d'isoler toutes les habitations en quelques années.
 - Mesure transitoire, le temps que ceci soit fait par ailleurs
 - Aucun subside sur les hydrocarbures ne subsiste
- Droit à l'isolation : 6 Millions de logements à isoler de manière systématique avec intervention de l'Etat pour le relogement pendant les travaux et impact bonds (paiement à la performance et au résultat) pour couvrir le risque des entreprises. Plan systématique, par arrondissement. Durée : Max 10 ans.

Autonomie alimentaire

- Chaque ménage a accès à 4000 m2 de terrain (1000 m2 par habitant) à moins de 10 km de son domicile pour produire sa nourriture s'il le désire
 - Les parcelles sont des droits, prélevés sur le capital privé ou sur les parcelles publiques disponibles
 - De l'élevage peut y être organisé le cas échéant, éventuellement en groupement local

²³ Pour autant que la problématique des particules fines soit prises en compte

- Les parcelles doivent former des ensembles, pour mutualiser les équipements liés à leur exploitation
- Ces exploitations peuvent être confiées à des « professionnels » dans un modèle de type GAC/GASAP
- Augmentation progressive des surfaces avec le temps pour atteindre 3000 m² par habitant.

Mobilité

- Financement à 0% sur 5 ans d'un véhicule à propulsion humaine et assistance électrique pour max 250W par personne contribuant à son avancement
 - Ces véhicules peuvent être mis à disposition par les employeurs via le truchement d'avantages extra-légaux
 - Le recours à la location est également permis
- Abonnement transport en commun national à 1 €/jour.personne
- Forte augmentation de l'offre de transports en commun, notamment via des « taxis collectifs » accessibles au tarif transport en commun

Consommation de biens

- Généralisation de la location de biens : abonnement à bibliothèques d'objets, médiathèque, bibliothèque culturelle offert à tous les ménages. Objectif : éviter d'acheter ce qui peut se partager car utilisé par chacun d'entre nous moins de 15 fois par an.
- Forfait Textile & Laine par habitant (12 m² tissu et 3 kg de laine par habitant)
- Tous les biens achetés sont garantis à vie par leur fabricants, qui mettent les pièces détachées et les plans et tutos pour effectuer les réparations à disposition de tous.
- Droit à la réparabilité de tout objet cassé, par des tutoriels (DIY) ou via des services de professionnels encadrés disposant des accès aux pièces de rechange ou puisant dans leur bases d'objets « cassés.
- Généralisation d'ateliers collectifs de fabrication de biens durables à partir de ressources renouvelables et circulaires (meublier, ...) avec encadrants spécialisés.

Activité / Travail / Emploi

- Semaine de 25 h pour tous et 5 h de travail pour le bien commun
 - Flexibilité sur le mode d'organisation mais max 4 j par semaine
 - Peut aussi être 6 mois à 40 h et 6 mois rien (mais payé toute l'année)
 - Reconnaissance des activités contributives au bien-être de la société comme travail
 - Objectif : éviter une trop grande pressuration physique et morale par le travail. Dégager du temps de vie utile à consacrer à d'autres aspects importants. Réduire le stress.
- Rémunération minimale de 1300 euros nets
 - Dont une partie peut se faire en monnaie locale (ou nationale) pour garantir son usage « circulaire » pour payer des besoins de base
 - Objectif : offrir des moyens minimaux au-delà du pack de base sur les biens communs pour permettre la transition
 - Ajustement des cotisations sociales pour éviter que le dédoublement des postes ne pèse sur la charge salariale pour les employeurs
 - Le facteur 4 est d'application entre les plus bas et les plus haut revenus → Maximum perceptible : 5200 € nets par mois pour tout le monde, PDG compris

- Interdiction de cumuler les rémunérations liées à 2 emplois ou plus. (le but est de dégager du temps pour faire des choses en groupe et avec ses mains (on a besoin de temps pour vivre sa vie et la rendre bonne)
- Les « sans emplois temporaires » sont mis à disposition des services publics et y effectuent leur 20h de travaux d'intérêt général au profit de la collectivité.

Droit à l'éducation & à la formation

- L'enseignement est gratuit pour tous jusqu'à 24 ans
- Les subsides de fonctionnement sont suffisants pour déployer des services de qualité partout, dans tous réseaux.
- Les citoyens ont droit à 10 jours de formation continue par an dans n'importe quel domaine qui les intéresse. Coût de la journée encadré, voire plafonné par intervention publique.
- Les services de formation sont majoritairement redirigés vers des compétences utiles pour développer sa résilience à titre personnel et privé. Le travail manuel y est notamment enseigné sous toutes ses formes.

Droit à la santé

- Les tarifs des soins et des médicaments sont fortement revus à la baisse.

Nous espérons, grâce à ce pack, contribuer à poser les fondements d'un nouveau pacte, écologique et solidaire qui nous permettra de vivre heureux dans les limites planétaires.

- Augmenter le niveau de vie des plus précaires en leur offrant les accès aux packs de base susmentionnés
- Le chômage a disparu (terme non utilisé puisque le travail est réparti que les activités contributives à la société sont reconnues comme étant du travail)
- Les maladies liées au travail aussi → baisse des coûts de santé publique
- La Sécu baisse fortement et n'est plus là que pour garantir la santé des habitants jusqu'à 65 ans
- La pension est une idée qui pourrait disparaître à terme, sachant que l'on peut s'arrêter de travailler quand on veut, que l'on peut continuer jusqu'à ce qu'on se sente utile et que l'on doit pouvoir vivre avec une très petite épargne moyennant l'approvisionnement de base. (à réfléchir)
- Objectif : Ramener le différentiel entre le 1^{er} et le dernier décile des revenus et du capital à un facteur 10 d'ici 2030 (puis tendre vers 4) en réallouant une partie du capital privé vers le bien collectif et la transition.

Contact du comité d'organisation du Manifeste et du Plaidoyer

Marc Lemaire	marc.lemaire@ecores.eu	0477 358 993
Frédéric Chomé	frederic.chome@factorx.eu	0474 701 832
Cordelia Orfinger	cordelia.orfinger@groupeone.be	0476 230 407
Roland Moreau	roland.moreau@skynet.be	0478 43 69

Les entreprises de la transition écologique signataires du Manifeste et du Plaidoyer

« Pour une économie régénérative respectueuse des limites planétaires »

sur <https://www.groupeone.be/pour-une-economie-regenerative-respectueuse-des-limites-planetaires/>

